



La volonté de promouvoir des mesures sanitaires pour lutter contre le virus de la covid amène trop souvent à produire une vision binaire de la réalité. Pourtant, une approche nuancée et plurielle semble de plus en plus souhaitable.

## Pandémie de la covid-19

# ÊTRE PRO OU ANTI LE COVID SAFE TICKET: PAS D'AUTRE CHOIX?

José GERARD

Ce soir, Lucie fête ses vingt ans. En raison de la crise sanitaire et des dangers de contamination, elle a renoncé à une fête avec ses copains et copines et s'est orientée sagement vers un souper fromages avec ses parents, son parrain, sa marraine et son petit copain, bien sûr. Pour pouvoir participer aux festivités étudiantes dont elle a été privée pendant de longs mois, elle s'est fait vacciner, alors qu'elle ne se sentait pas particulièrement en danger. Sa marraine a dû décliner l'invitation trois jours plus tôt. Son compagnon a été testé positif au début de la semaine et, dans la foulée, leurs deux fils de onze et sept ans se sont eux aussi révélés positifs. Son oncle et sa tante, parents de sa marraine, les remplacent pour égayer un peu la soirée. Plus âgés, ils viennent tous les deux de recevoir leur troisième dose.

Pendant l'apéro, on en vient à parler de vaccin. François, le parrain, la cinquantaine, menuisier indépendant, célibataire, déclare : « Oh, moi, je suis contre tout ça ! Les gens sont vraiment trop naïfs, ils ne réfléchissent pas et croient

**« On agresse sans arrêt la nature. Maintenant, elle se défend. »**

*tout ce qu'on leur raconte à la télé. Ils vont se faire vacciner comme des moutons. On ne connaît même pas*

*les conséquences. Moi, jamais ! Je me protège en ayant une vie simple et saine et en me lavant à l'eau fraîche. »*

Jean, le papa de Lucie, lui fait remarquer que le vaccin a quand même sauvé des vies, surtout pour les personnes qui ont déjà une santé plus fragile. Lui, en tant que pompier, s'est fait vacciner. Pascaline, son épouse, avait un peu peur du vaccin. Elle a hésité longtemps et y a renoncé. Tant pis pour les conséquences et la réduction de ses sorties, sans CST. Elle est fonctionnaire et limite beaucoup ses contacts grâce au télétravail.

## MOUTON CRÉDULE ?

François renchérit : « Il y a des cancers qui font mourir des gens et des tas d'enfants qui meurent de faim tous les jours, et on n'en fait pas un tel foin. Et puis, le port du masque, c'est même dangereux. On ne respire plus de l'air pur, mais son propre CO<sup>2</sup>. Moi, je ne porterai jamais ça. D'ailleurs, je dois faire plus de quinze kilomètres pour faire mes courses dans un endroit où on ne doit pas porter de masque. » Michel, l'oncle, qui s'efforçait jusque-là de ne pas réagir, enrage un peu de s'entendre traiter de mouton crédule. « Que tu refuses le vaccin, c'est ton droit, mais ne traite pas d'idiots ceux qui ne pensent pas comme toi. C'est tout de même la majorité de la population, appuyée

*par une large majorité des scientifiques. Même si, bien sûr, il reste beaucoup de choses que l'on ignore. »* François rebondit en affirmant que, selon lui, « le plus grave, c'est que le virus a été modifié génétiquement pas des scientifiques. Et il faudrait leur faire confiance ! On agresse sans arrêt la nature. Maintenant, elle se défend ».

Jean, qui reste calme : « Peu importe d'où vient ce virus. Que ce soit d'un pangolin ou d'un labo chinois, il est là et il faut faire tout ce qu'on peut pour s'en débarrasser. » « Moi, ce que je pense, c'est que tout le monde devrait pouvoir faire ce qu'il veut », repart François, un peu seul contre tous, concluant par un « en tout cas, je sais que j'ai raison ». C'est maintenant le moment de passer à table. L'occasion de faire baisser la tension d'un cran. Par un consensus tacite, tous se promettent intérieurement de ne pas relancer François sur le sujet pour ne pas plomber l'anniversaire de Lucie.

## INTERDICTIONS CHANGEANTES

Port du masque et désinfection des mains obligatoires dans les lieux fréquentés par le public, contrôle du Covid Safe Ticket (CST) pour pénétrer dans un restaurant, télétravail quatre jours par semaine, vaccination obligatoire pour certaines catégories de personnes ou pour tous, etc. : depuis bientôt deux ans, face à la pandémie covid, les citoyens naviguent entre interdictions et obligations nouvelles et changeantes. Tantôt, elles limitent plus ou moins fortement les possibilités d'action, tantôt, elles permettent de rendre à nouveau possibles certaines manifestations, en garantissant une sécurité sanitaire suffisante. D'un point de vue éthique, ces mesures doivent trouver le juste dosage entre la protection des libertés individuelles et la solidarité collective, notamment pour protéger les plus fragiles. Mais cet équilibre est bien difficile à trouver.

Cette tension s'inscrit dans un contexte culturel particulier. Au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, l'individu a gagné en importance par rapport au groupe, fruit de mouvements d'émancipation divers. C'est ainsi, par exemple, que les femmes se sont émancipées de leur fonction de service au groupe familial et s'autorisent davantage un épanouissement personnel. Il est donc plus difficile aujourd'hui qu'hier de limiter les libertés individuelles, comme celle de se faire vacciner ou non, au profit d'un intérêt collectif : freiner la progression de la pandémie et protéger les personnes vulnérables. C'est une des raisons pour lesquelles les autorités n'arrivent pas à emporter l'adhésion de tous par l'argumentation et la persuasion et recourent à des mesures contraignantes.

## SOLIDARITÉ VS LIBERTÉ

C'est pourquoi, aussi, cela provoque l'opposition et la colère d'une partie de la population, qui dénonce par exemple une « dictature sanitaire ». Virginie Pirard, membre du Comité consultatif de bioéthique, déclarait pour sa part : « Il est éthiquement acceptable, parfois, de faire prévaloir la valeur de solidarité sur la valeur de liberté, pour au-

**« Il ne faut pas pénaliser ceux qui ont fait leur devoir parce qu'une minorité s'y soustrait. »**

tant qu'un certain nombre de conditions soient remplies. La première, il faut avoir fait ce qu'on pouvait pour solliciter l'adhésion volontaire à la

vaccination. Le deuxième point, c'est que cette mesure est nécessaire pour protéger une partie de la population qui est fragilisée (...). Ensuite, il faut que ce soit proportionné entre les moyens utilisés et l'objectif visé. Il ne s'agit donc pas d'aller chercher des personnes chez elles avec des menottes ou en les brutalisant, car ce serait disproportionné. »

La pandémie fait peur, en particulier dans une société qui vivait dans l'illusion de pouvoir tout maîtriser. Les dérèglements climatiques, comme la crise de la covid, viennent rappeler qu'il n'en est rien. Face à l'incertitude, beaucoup aimeraient recevoir des directives claires. Or, les mesures de lutte contre la propagation du virus n'ont cessé de se modifier, tâchant de s'adapter aux fluctuations du virus et laissant penser à certains qu'elles n'étaient donc pas opportunes. Ainsi, la pression pour la vaccination s'appuyait sur la conviction qu'au-delà d'un certain pourcentage de personnes vaccinées, le pays serait débarrassé du virus. Il a bien fallu constater qu'il n'en était rien, que le vaccin ne suffisait pas. Pour Virginie Pirard, « il faut qu'on arrête avec la pensée magique. Cette pandémie, elle est extrêmement complexe à gérer; nous n'allons pas pouvoir la résoudre avec une seule mesure, il va falloir une combinaison de mesures, il va y avoir des avancées, des reculs et c'est assez propre aux épidémies ».

## LIGNES DE FRACTURE

Pour convaincre et traduire dans les faits leur politique, les autorités sanitaires ont tendance à focaliser l'attention sur certaines mesures et leur effet escompté, en passant plus ou

moins sous silence les incertitudes et les zones d'ombre. L'insistance sur la nécessité de se faire vacciner provoque alors la désignation des coupables : ceux qui hésitent ou qui s'y refusent. Pour l'anthropologue Jacinthe Mazzocchetti, il faut absolument sortir d'une vision binaire. « Les réseaux sociaux, les médias, les autorités présentent les individus vaccinés et non vaccinés comme ayant des points de vue incompatibles et irréconciliables. C'est justement cette propension à opposer les individus qui augmente les tensions. (...) Les lignes de fracture sont généralement utilisées de façon caricaturale. Si toutes les périodes de crise sont propices à la solidarité, elles réaniment aussi les logiques de type bouc émissaire. On a besoin de comprendre par des réponses faciles. On a besoin de réassurance et dans ce type de logique, on a aussi parfois besoin de pouvoir reporter la faute sur quelqu'un. »

Pieter Timmermans, patron de la FEB, illustre cela en commentant l'obligation du télétravail : « Il n'est pas envisageable qu'il faille à nouveau imposer le télétravail à temps plein à cause des personnes qui ne veulent pas se faire vacciner. Il ne faut pas pénaliser ceux qui ont fait leur devoir parce qu'une minorité s'y soustrait. » Les tensions provoquées par cette approche en noir et blanc sont telles que, dans certains cercles familiaux ou sociaux, la question de la vaccination ou des autres mesures sanitaires est devenue un sujet tabou.

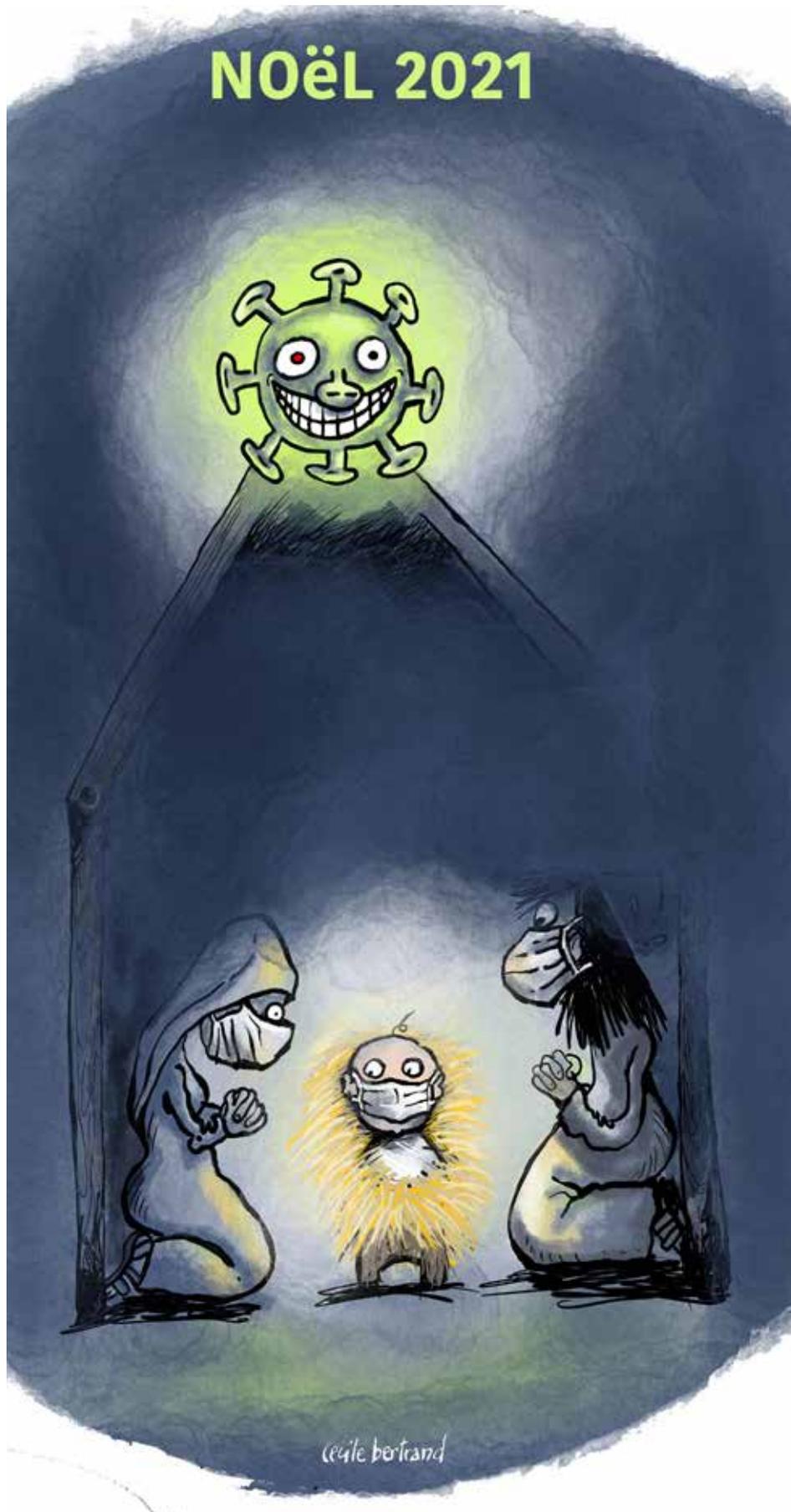
Pour dépasser une approche binaire de la réalité, le philosophe Jean-Michel Longneaux proposait il y a peu, dans une carte blanche envoyée aux médias belges, d'écouter davantage les motivations des uns et des autres. Et notamment les arguments des non-vaccinés. « En discutant avec certains d'entre eux, je constate qu'ils sont une majorité à n'être ni "antivax" ni complotistes. Ils ne sont pas non plus mal informés, mais au contraire plus informés que la moyenne sur les publications scientifiques. Et tout comme d'ailleurs de nombreux vaccinés, ils font le constat que sur certaines questions essentielles, les virologues, les épidémiologistes ou les médecins ne sont en réalité pas d'accord entre eux. Il s'en trouve de plus en plus qui soutiennent qu'étant donné ce qu'est un virus, et vu la baisse d'efficacité des vaccins actuels en termes de propagation face au variant Delta, l'immunité collective est un horizon qui recule au fur et à mesure que le nombre de vaccinés avance. » Les autorités elles-mêmes semblent d'ailleurs avoir entériné cette vision puisque la Belgique a commandé 23 millions de vaccins pour 2022 et 2023. ■

## APPEL À UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE CONTRADICTOIRE

Le collectif Covidrationnel, qui rassemble des professeurs des universités francophones ainsi que d'autres spécialistes, en appelle à un débat démocratique. Adressant une lettre ouverte aux élus et aux médias, les signataires s'étonnent « de n'assister, voire de n'être invités, malgré les interpellations que d'autres scientifiques et nous vous adressons régulièrement, à aucun débat démocratique contradictoire, aucune recherche de consensus scientifique, quant aux justifications de certaines mesures dites 'anti-covid' et à leurs conséquences, ou inconséquences, pratiques. » Parmi les

éléments qui, selon eux, mériteraient d'être débattus, ils relèvent l'absence de prise en charge médicale dès les premiers symptômes et la focalisation sur la vaccination du personnel soignant et des personnes sans risque grave. Alors que la balance risques-bénéfices individuelle pourrait être laissée à l'appréciation médicale de première ligne. Et ils concluent leur lettre ouverte par cette question : « L'activation de la loi pandémie devait être l'objet d'un large débat visant à l'adhésion de l'ensemble de la population belge aux mesures de prévention nécessaires, où reste-t-il ? » (J.G.)

# La griffe de Cécile Bertrand



## INDICES

### NETTOYÉES.

À partir du 19 janvier, facebook va supprimer des milliers de catégories d'intérêts permettant aux publicitaires de cibler les utilisateurs. Celles relevant de pratiques religieuses seront également ôtées. Le réseau social espère ainsi lutter contre la crise de réputation qui ternit sa société.

### RÉUNIS.

Entre croissance des évangéliques et hausse des violences, quel avenir pour l'Église catholique en Amérique latine ? Pour identifier les voies pastorales futures, une vaste assemblée ecclésiale, rassemblant des forces vives du continent, s'est ouverte au Mexique le 21 novembre.



### ADMIS.

Dans une déclaration sur le sens de l'eucharistie, les évêques catholiques américains ont finalement décidé de ne pas interdire de communion les élus partisans du droit à l'avortement.

### INTERVENUES.

L'Action chrétienne pour l'abolition de la torture (ACAT) et ses associations sœurs ont lancé un appel à la Commission européenne pour qu'elle infléchisse le jeu politique frappant les migrants aux frontières orientales de l'Union.

### TOLÉRANTS.

Les habitants d'un quartier proche de Clermont-Ferrand (France) ont été consultés pour savoir s'ils voulaient que les cloches de l'église du village arrêtent de sonner toute la nuit. 93 ont répondu « non » et 32 « oui ».

### INCARCÉRÉ.

Condamné à de la prison ferme pour violences sur mineurs, l'abbé Preynat, qu'évoque le film de François Ozon *Grâce à Dieu*, a enfin été emprisonné.